

# POURQUOI REFINANÇER LE PDC?

community futures  
NETWORK OF CANADA



réseau de développement  
DES COLLECTIVITÉS DU CANADA

**« Accroître le financement du Programme de développement des collectivités et supporter les SADC et CAE en débloquant les ressources inutilisées dans le but d'accroître l'offre de prêts et de services conseils aux petites entreprises dans les zones rurales et isolées du Canada. »**

*SME and Entrepreneurship Policy in Canada, OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship, 2018 (étude publiée en anglais seulement).*

## RECOMMANDATION 32

**« Mise davantage sur les 268 organismes ruraux du Réseau de développement des collectivités du Canada, à l'appui de son objectif global de maintien de la compétitivité de l'économie canadienne, en accordant des ressources additionnelles et un soutien accru à la modernisation des modalités du Programme de développement des collectivités, afin de mieux répondre aux besoins des entreprises et des collectivités rurales. »**

*CULTIVER LA COMPÉTITIVITÉ : AIDER LES CANADIENS À RÉUSSIR* Rapport du Comité permanent des finances, Chambre des communes, Décembre 2018, p. 89

## RECOMMANDATION 13-3

**« Le comité recommande que le gouvernement fédéral réaffirme son engagement à long terme envers le Programme de développement des collectivités. Le comité estime qu'il est important pour le gouvernement fédéral de réaffirmer son engagement à long terme envers le Programme de développement des collectivités, l'un des rares cas incontestés de réussite dans la politique rurale fédérale et, en dehors des bureaux de poste, l'un des rares signes visibles du gouvernement fédéral dans le Canada rural. Le succès du Programme de développement des collectivités est dû en grande partie au fait qu'il est géré localement et adapté aux conditions locales. »**

*Au-delà de l'exode : mettre un terme à la pauvreté rurale, Rapport final du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts, 2008.*



Contrairement à ce qui peut circuler dans les officines, aucun financement supplémentaire n'a été dévolu au Programme de développement des collectivités (PDC) dans le budget fédéral de 2019. C'est pourquoi le Réseau de développement des collectivités du Canada (RDCC) a poursuivi ses démarches auprès du gouvernement fédéral dans le but de démontrer l'impact de ce programme dans le Canada rural et les régions.

## POURQUOI FINANCER LE PDC COMME LE RECOMMANDENT L'OCDE ET LE COMITÉ PERMANENT DU SÉNAT?

Avec 268 organisations locales réparties partout au pays dans les régions et les territoires ruraux, les SADC et CAE sont les organisations financées par le gouvernement fédéral les plus nombreuses sur le territoire après les bureaux de poste, présentes et très actives dans **168 circonscriptions électorales représentant 50% de la population du Canada.**

Les SADC et CAE interviennent depuis plus de 35 ans dans les champs d'intervention que priorise l'actuel gouvernement du Canada : l'amélioration du milieu de vie de leurs concitoyens par la création et le maintien des emplois, la diversification de l'économie, l'entrepreneuriat chez les jeunes, les femmes et les nations autochtones, l'innovation et l'adaptation des entreprises aux nouvelles technologies, le développement durable etc. Ils travaillent à éliminer les barrières qui freinent le développement de leur milieu en plus de soutenir et financer les entreprises qui créent de la richesse collective.

### Les impacts de ces nouvelles contributions seront significatifs. Nos prévisions sont :

- Accroître nos investissements dans les entreprises de 12 % chaque année
- Mettre en place et supporter annuellement 1 600 nouveaux projets de développement économique avec un effet levier de 50,7 M \$
- Servir plus de 6 200 nouveaux clients par année
- Créer plus de 4 000 emplois par année.

## RÉSULTATS 2018-2019

- Plus de **4 400 projets** structurants dans les collectivités pour des investissements de **10,7M\$**.
- **5 871 prêts** à des PME, des investissements de **320M\$**.
- Chaque dollar investi en financement génère **une contribution de 1,9\$** des autres financiers.

Depuis huit ans, Statistique Canada compare la performance des entreprises accompagnées par les SADC et CAE dans chacune des régions du Canada à des entreprises qui n'ont pas reçu ces services.

### CRÉATION D'EMPLOI SUPÉRIEURE DE 2 À 5 %

La création d'emplois a été plus forte dans les entreprises soutenues par les SADC et CAE avec des différences en point de pourcentage allant de plus 2 à plus 5,1 %. En effet, les entreprises aidées par les SADC et CAE obtiennent une croissance annuelle moyenne de l'emploi variant entre 3,5 % et 8 % selon la région alors que l'emploi dans les entreprises du groupe de comparaison varie entre 1,5 % à 2,9 % pour les mêmes régions. Sans étonnement, on observe que la masse salariale augmente également plus rapidement dans les entreprises aidées et ce dans des proportions supérieures à 3 %.

### TAUX DE SURVIE 20 À 28 % PLUS ÉLEVÉ ET AUGMENTATION DES VENTES PLUS RAPIDE DE 2 À 4 %

La performance des entreprises aidées par les SADC et CAE se mesure également au chapitre du taux de survie et du volume des ventes. En effet, le taux de survie après la cinquième année des entreprises aidées par les SADC et CAE est plus élevé de 20 à 28 points de pourcentage alors que le taux de croissance des ventes est plus rapide avec une différence en point de pourcentage entre 2,3 et 4 % en leur faveur.

Ce qui fait la différence dans les performances des entreprises clientes des SADC et CAE, c'est la qualité de l'accompagnement et de l'expertise fournis aux entrepreneurs. C'est pourquoi il est essentiel d'améliorer le financement du programme et ce afin de garder les ressources qui font cette différence.

La demande de financement supplémentaire auprès du Gouvernement du Canada est de 43M\$ par année pour les cinq prochaines années. Le RDCC considère que cette contribution est un investissement et non une dépense pour le gouvernement en raison des rentrées fiscales qu'elle génère :

- Augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers provenant des nouveaux emplois créés;
- Impôt sur le revenu des sociétés provenant de l'augmentation du chiffre d'affaires;
- Taxe sur les produits et les services provenant des ventes et de l'utilisation des fonds prêtés par les SADC et CAE;
- Impôts provenant des cotisations supplémentaires des employés et des employeurs (charges sociales de l'employeur et régimes d'avantages sociaux collectifs).

Cet apport de nouveaux fonds servira de plus à soutenir des projets collectifs structurants dans les collectivités et à mieux financer les PME.

## RÔLE COMPLÉMENTAIRE AVEC LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA (BDC)

### LES SADC

Les SADC sont des organismes privés, des OBNL, qui travaillent au développement économique de leur milieu. Leur raison d'être depuis 1979 : créer et maintenir des emplois. Par les projets de développement local, les SADC travaillent à créer un climat propice au développement des affaires et de l'entrepreneuriat au niveau local.

Elles gèrent aussi un fonds d'investissement (moyenne de 3,8M\$) qui se définit davantage comme fonds de développement. Mais ce ne sont pas des institutions financières. Le rendement n'est pas l'objectif. La décision de prêter repose en bonne partie sur la relation et les qualités de l'entrepreneur et une bonne connaissance du milieu.

70 % des prêts sont à risque moyen ou élevé. La clientèle des SADC sont les entreprises majoritairement de 20 employés et moins. 40 % des prêts sont faits pour financer le démarrage d'entreprises. Ils peuvent aussi servir à fournir du fonds de roulement ou à consolider l'entreprise. Même si le plafond des prêts est de 250 000\$, le prêt moyen est d'environ 70 000\$ et ce, afin de servir plus de clients; la prise de garantie est plutôt occasionnelle. Les SADC peuvent aussi faire des prêts en capital-actions, en débenture ou autres prêts participatifs. Les SADC sont reconnues pour fournir un accompagnement personnalisé et très constant tout au long de leur projet. En raison de cette proximité, leur taux de pertes est bas et la performance des entreprises est excellente, comme le prouvent les études de Statistique Canada depuis huit ans.

### BDC

BDC est une société de la couronne et une institution financière. Son rôle est de financer les entreprises et particulièrement les PME. Elle offre aussi de la consultation.

Sa clientèle est formée majoritairement d'entreprises de 20 employés et plus. La décision de prêter repose sur des ratios et la prise de garanties est généralisée. Au cours des dernières années, la BDC a développé un processus de prêts en ligne pour les demandes de 300 000\$ et moins. Les ratios d'admissibilité ont été haussés en raison des trop fortes demandes.

La tendance à la BDC est de concentrer ses interventions dans des prêts de 300 000\$ et plus. En raison des ressources plus limitées en milieu rural et en régions plus éloignées, la BDC ne peut donner un accompagnement personnalisé, et plus particulièrement aux petites entreprises.